



Délibération n°2024-116

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Date de convocation : 9 juillet 2024
Nombre de délégués en exercice : 33
Nombre de délégués présents : 28
Nombre de délégués votants : 31

Le Conseil Communautaire de la Vallée d'Ossau, s'est réuni le jeudi 18 juillet 2024 à 18 heures, au nombre prescrit par la loi, au siège de la CCVO, 1 Avenue des Pyrénées à Arudy, sous la présidence de M. CASAUBON Jean-Paul, Président.

Présents titulaires : M. AUSSANT Claude, M. BARBAN Jean-Louis, Mme BERGES Isabelle, M. BEROT-LARTIGUE Michel, Mme BLANCHET Anne, M. BONNEMASON Bernard, M. CARRERE Jean-Bernard, M. CASADEBAIG Robert, M. CASAUBON Jean Paul, Mme CASSOU Sylvie, Mme CLAVIER Hélène, M. DAGUERRE Robert, M. DESSEIN Michaël, M. ESQUER Philippe, M. GABASTON Jean-Pierre, M. GARROcq Jean-Pierre, M. LABERNADIE Patrick, Mme LAHOURATATE Nicole, M. LOUSTAU Christian, M. MARTIN Fernand, M. MONGAUGÉ Jean-Luc, Mme MOULAT Monique, Mme MOURTEROT Josiane, Mme POUYMIROU-BOUCHET Nadège, M. REGNIER Jean-François M. SANZ Alain, M. SASSOUBRE Guy, M. VISSE Bernard

Absents ou excusés : Mme BARRAQUE Anne-Marie, M. CACHELOU Yoann, M. CARREY Daniel, M. LEGLISE Vincent, M. PARIS Rémi

Pouvoirs : Mme BARRAQUE Anne-Marie donne pouvoir à M. LABERNADIE Patrick
M. CARREY Daniel donne pouvoir à M. CASAUBON Jean-Paul
M. PARIS Rémi donne pouvoir à Mme MOULAT Monique

Secrétaire de séance : Mme LAHOURATATE Nicole

OBJET : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS - CREATION D'UN POSTE PERMANENT D'ADJOINT DE DIRECTION ET REORGANISATION DE L'ALSH

RAPPORTEUR : Jean-Paul CASAUBON, Président

Le Président présente le projet de nouvelle organisation du service d'Accueil de Loisir sans Hébergement (ALSH) à compter d'octobre - novembre 2025 et lié au départ de l'agent occupant les fonctions de coordinatrice ALSH, étant précisé que ce projet de nouvelle organisation de service a été présenté en Comité Social Territorial le 05 juin 2024 et a reçu un avis favorable à l'unanimité.

Le changement majeur réside dans la création de deux postes bien distincts :

- Un poste de directeur/coordonateur enfance jeunesse en accueil collectif de mineurs
- Un poste d'adjoint de direction en accueil collectif de mineurs

Ces deux profils exigent des compétences et une expérience différente mais bien complémentaires.

Le directeur/coordonateur a un rôle large et plus stratégique dans la gestion et la direction du service enfance/jeunesse.

L'adjoint de direction, quant à lui, apporte un soutien opérationnel et administratif au directeur de la structure en se concentrant sur la supervision des activités et la résolution de problèmes immédiats.

A noter que l'adjoint sera placé en position de direction sur le site de Laruns sur les mois de juillet et août et devra donc assurer l'intégralité des missions de direction liée au fonctionnement de la structure.

Même si le départ de l'agent en retraite aura lieu vers la rentrée scolaire 2025, le recrutement de l'adjoint de direction est envisagé dès le mois d'octobre 2024 pour un tuilage.

Par ailleurs, il est à noter que la préparation et l'organisation des camps d'été est chronophage. Actuellement, la coordinatrice ALSH partant prochainement en retraite assure toute la logistique de ces activités (transport, gestion des commandes alimentaire.) Elle est également présente sur les sites d'hébergement et participe aux temps de vie quotidienne.

La réglementation n'impose pas la présence effective et permanente du directeur sur le site principal ou sur les camps.

Afin d'alléger le temps de travail du responsable de la structure, il serait souhaitable de faire appel à un encadrant diplômé BAFD sur les deux mois d'été.

Les titulaires de ce diplôme sont formés aux premiers secours, à la sécurité des enfants, à l'animation et à la gestion des conflits. Ces compétences sont essentielles pour assurer un environnement sûr et accueillant aux enfants de l'ALSH.

Celui-ci interviendrait dans le cadre d'un contrat d'engagement éducatif et assurerait la gestion des camps. Cette piste permet de profiter d'un encadrement de qualité qui rassure les parents mais aussi de bénéficier d'une personne autonome rapidement. L'amplitude du temps de présence du directeur serait ainsi réduite (respect du cadre réglementaire).

Le Président propose donc au Conseil d'approuver la nouvelle organisation du service ALSH ainsi que la création d'un emploi permanent à temps complet d'adjoint de direction en accueil collectif de mineurs pour assurer les missions précitées.

La durée hebdomadaire moyenne de travail serait fixée à 35 heures.

Cet emploi appartient à la catégorie hiérarchique C.

Le tableau des emplois sera complété comme suit :

Emploi	Grade(s) associé(s)	Catégorie(s) hiérarchique(s)	Effectif budgétaire	Temps hebdomadaire moyen de travail	Fondement du recrutement si recrutement en qualité de contractuel
Adjoint de direction en accueil collectif de mineurs	Adjoint d'animation, adjoint d'animation principal 2 ^{ème} classe, adjoint d'animation principal 1 ^{ère} classe	C	1	Temps complet	article L.332-8 3 ^o du Code général de la fonction publique

Cet emploi permanent pourra être pourvu :

- par le recrutement d'un fonctionnaire en application du principe général posé à l'article L.311-1 du Code général de la fonction publique selon lequel, sauf dérogation prévue par une disposition législative, les emplois civils permanents des départements, des communes et de leurs établissements publics à caractère administratif sont occupés par des fonctionnaires,
- par dérogation, par le recrutement d'un agent contractuel en application des dispositions de l'article L.332-8 3^o du Code général de la fonction publique, qui permettent, dans les communes de moins de 1 000 habitants, ou dans les groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants, de recruter des agents contractuels sur des emplois permanents.

Les contrats de travail sont conclus pour une durée déterminée maximale de 3 ans renouvelable par reconduction expresse dans la limite de 6 ans. Si, à l'issue de cette durée de 6 ans, le contrat est reconduit, il l'est par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Dans l'hypothèse du recrutement d'un agent contractuel, l'emploi pourrait être doté d'un traitement afférent à un indice majoré compris entre 366 et 387.

Le cas échéant, la rémunération comprendrait, les primes et indemnités prévues pour le cadre d'emplois correspondant aux fonctions assurées telles que fixées pour les fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des adjoints d'animation par délibération en vigueur relative au RIFSEEP.

Le rapport entendu, après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, **à l'unanimité,**

ACTE la nouvelle organisation du service ALSH tel que détaillée ci-dessus à compter du départ à la retraite de la coordinatrice ALSH prévu durant l'année 2025 ;

DECIDE la création à compter du 1^{er} septembre 2024 d'un emploi permanent à temps complet d'adjoint de direction en accueil collectif de mineurs ;

que cet emploi pourra être pourvu par le recrutement d'un fonctionnaire ou d'un agent contractuel ;

que dans l'hypothèse du recrutement d'un agent contractuel, cet emploi sera doté d'un traitement afférent à un indice majoré compris entre 366 et 387 ;

Envoyé en préfecture le 31/07/2024

Reçu en préfecture le 31/07/2024

Publié le

ID : 064-246400337-20240718-D2024_0116-DE



AUTORISE le Président à signer le contrat de travail proposé en annexe s'il opte pour le recrutement d'un agent contractuel au terme de la procédure de recrutement ;

ADOPTE l'ensemble des propositions du Président ;

PRÉCISE que les crédits suffisants sont prévus au budget de l'exercice.

Le Président,

Jean-Paul CASAUBON



Envoyé en préfecture le 31/07/2024

Reçu en préfecture le 31/07/2024

Publié le



ID : 064-246400337-20240718-D2024_0116-DE

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LA VALLEE D'OSSAU

CONTRAT DE TRAVAIL À DURÉE DÉTERMINÉE

établi en application des dispositions de l'article L.332-8 3° du Code général de la fonction publique
(collectivités moins de 1 000 habitants ou groupements de communes de moins de 15 000 habitants)

ENTRE (*désignation de la collectivité/ de l'établissement public*), demeurant
à (*indiquer l'adresse*), représenté(e) par son
(*Maire ou Président*) M./Mme dûment habilité(e) à cette fin par
délibération du (*organe délibérant*) en date du
....., soumise au contrôle de légalité le
..... et affichée le

ET M./Mme, né(e) le à demeurant
à (*indiquer l'adresse*), titulaire de (*indiquer le
diplôme le plus élevé*),

Considérant que M./Mme, remplit les conditions générales de
recrutement prévues à l'article 2 du décret n° 88-145 du 15 février 1988
modifié relatif aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale,

Il est exposé ce qui suit :

Par délibération en date du le (*organe délibérant*) a créé un emploi
de pour assurer (*service et missions*).

La déclaration de vacance d'emploi a été effectuée auprès du Centre de Gestion de la
Fonction Publique Territoriale des Pyrénées-Atlantiques et a été publiée le

En application des dispositions de l'article L.332-8 3° du code générale de la fonction
publique, il est possible de recruter des agents contractuels sur des emplois
permanents, dans les communes de moins de 1 000 habitants, ou dans les
groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.

Considérant que la procédure de recrutement a été menée dans le respect des
conditions réglementaires du décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la
procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction
publique ouverts aux agents contractuels.

Les contrats sont conclus pour une durée déterminée maximale de 3 ans et ne sont
renouvelables que par reconduction expresse dans la limite d'une durée totale de 6
ans. Si, à l'issue de cette durée de 6 ans, le contrat est reconduit, il l'est par décision
expresse et pour une durée indéterminée.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1^{er} - ENGAGEMENT - ATTRIBUTIONS

**Durée maximum
du contrat : 3 ans**

À compter du et pour une durée de M./Mme est
engagé(e) par (*désignation de la collectivité / de l'établissement public*) en
qualité de (*désignation de l'emploi à pourvoir*) pour assurer
(*missions précises*).

Cet emploi appartient à la catégorie hiérarchique (*A, B ou C*).

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LA VALLEE D'OSSAU

L'agent exercera ses fonctions (*mentionner le ou les lieux d'exercice des fonctions ou, à défaut de lieu fixe ou principal, l'indication selon laquelle les fonctions sont exercées sur plusieurs lieux ainsi que, lorsque les fonctions sont exercées à l'étranger, la mention du ou des Etats où elles sont assurées*).

L'agent assurera ses fonctions sous l'autorité du (*Maire ou Président*) ou des personnes déléguées par lui.

L'agent exercera ses fonctions à temps complet.

Pour un emploi à temps non



L'agent effectuera h de travail par semaine en moyenne.

L'agent effectuera une période d'essai de

Période d'essai : Elle est facultative
Durée minimale : 1 jour ouvré par semaine de travail
Durée maximale :

- 3 semaines pour un contrat dont la durée est < à 6 mois
- D'1 mois pour un contrat dont la durée est < à 1 an
- De 2 mois pour un contrat dont la durée est < à 2 ans
- De 3 mois pour un contrat dont la durée est égale ou > à 2 ans
- Pas de période d'essai pour un contrat de travail renouvelé par la même autorité territoriale et sur des missions identiques.

ARTICLE 2^{ème} - CONGÉS ANNUELS

L'agent bénéficiera de jours ouvrés de congés annuels.

À l'issue du contrat, l'agent qui, du fait de l'autorité territoriale, en raison notamment de la définition par l'Autorité territoriale du calendrier des congés annuels, ou pour raison de santé, n'a pu bénéficier de tout ou partie de ses congés annuels aura droit à une indemnité compensatrice de congés annuels.

L'indemnité compensatrice est égale au 1 / 10^{ème} de la rémunération totale brute perçue par l'agent lors de l'année en cours, le cas échéant proratisée par rapport au nombre de jours de congés annuels dus et non pris. L'indemnité ne peut être inférieure au montant de la rémunération que l'agent aurait perçue pendant la période de congés annuels dus et non pris. L'indemnité est soumise aux mêmes retenues que la rémunération de l'agent.

Congés annuels : 5 fois les obligations hebdomadaires de service décomptées en jours ouvrés quel que soit le nombre d'heures de travail effectuées sur la journée

ARTICLE 3^{ème} - RÉMUNÉRATION

Rémunération : le contrat doit indiquer le montant de la rémunération, en précisant chacun de ses éléments constitutifs, sa périodicité ainsi que ses modalités de versement.

Pour un emploi à temps non complet

L'agent percevra mensuellement un traitement correspondant à la valeur de l'indice brut majoré (au 1^{er} juillet 2023)

Le supplément familial n'est versé que si l'agent a des

L'agent percevra un traitement calculé à raison de /35^{èmes} de la valeur de l'indice brut majoré (au 1^{er} juillet 2023).....

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LA VALLEE D'OSSAU

L'agent percevra, en outre, mensuellement le supplément familial de traitement. Il percevra (*périodicité définie dans la délibération*) les primes et indemnités prévues pour le cadre d'emplois correspondant aux fonctions assurées telles que fixées pour les fonctionnaires instituées par (*organe délibérant*) par délibération en date du

La rémunération sera versée chaque mois après service fait, par virement sur le compte bancaire de l'agent.

ARTICLE 4^{ème} - SÉCURITÉ SOCIALE - RETRAITE

L'agent relèvera du régime général de la Sécurité Sociale et de l'IRCANTEC.

ARTICLE 5^{ème} - RENOUELEMENT DU CONTRAT

Le présent contrat ne pourra être renouvelé que par reconduction expresse pour une durée maximum de 3 ans et sous réserve que la durée totale des contrats n'excède pas 6 ans.

L'autorité territoriale notifie à l'agent son intention de renouveler ou non le contrat de travail au plus tard :

- 8 jours avant le terme de l'engagement pour l'agent recruté pour une durée inférieure à 6 mois ;
- 1 mois avant le terme de l'engagement pour l'agent recruté pour une durée égale ou supérieure à 6 mois et inférieure à 2 ans ;
- 2 mois avant le terme de l'engagement pour l'agent recruté pour une durée supérieure à 2 ans ;
- 3 mois avant le terme de l'engagement pour l'agent dont le contrat est susceptible d'être renouvelé pour une durée indéterminée en application des dispositions législatives ou réglementaires applicables.

Détermination du délai : la durée d'engagement à prendre en compte est décomptée compte tenu de l'ensemble des contrats conclus par la collectivité avec l'agent, y compris ceux conclus avant une interruption de fonction sous réserve que l'interruption soit inférieure à 4 mois et qu'elle ne résulte pas d'une démission de l'agent.

L'agentdispose d'un délai de 8 jours pour faire connaître son acceptation ou son refus. En cas de non réponse, il sera réputé renoncer à son emploi.

ARTICLE 6^{ème} – RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL

1 – Licenciement (à l'initiative de la collectivité)

Le licenciement pourra être prononcé après respect des procédures et délais de préavis prévus par le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Aucun préavis n'est dû en cas de licenciement pour motif disciplinaire, pour inaptitude physique ou au cours ou à l'expiration d'une période d'essai.

2 – Indemnité de fin de contrat

L'indemnité s'applique aux contrats exécutés jusqu'à leur terme, ne faisant pas l'objet d'un renouvellement

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LA VALLEE D'OSSAU



Une indemnité de fin de contrat sera versée à l'agent au plus tard 1 mois après le terme du contrat dès lors que sont remplies les conditions prévues à l'article L.554-3 du Code général de la fonction publique et à l'article 39-1-1 du décret n°88-145 du 15 février 1988.

3 – Démission de l'agent

La démission doit être présentée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Elle doit exprimer clairement la volonté de l'agent de démissionner. L'agent doit respecter un préavis de :

- 8 jours si la durée de service effectuée par l'agent est inférieure à 6 mois,
- 1 mois si la durée de service effectuée par l'agent est égale ou supérieure à 6 mois et inférieure à 2 ans,
- 2 mois si la durée de service effectuée par l'agent est égale ou supérieure à 2 ans.

Détermination du délai : la durée d'engagement à prendre en compte est décomptée compte tenu de l'ensemble des contrats conclus par la collectivité avec l'agent, y compris ceux conclus avant une interruption de fonction sous réserve que l'interruptif soit inférieure à 4 mois et qu'elle ne résulte pas d'une démission de l'agent.

ARTICLE 7^{ème} – CONDITIONS D'EMPLOI ET ANNEXES

Instructions de service → si ces documents existent : planning de travail, règlement intérieur, règlement de temps de travail....

Les conditions d'emplois figurent dans les documents joints en annexe au présent contrat.

Figurent en annexes :

- la fiche de poste récapitulatif des conditions d'emploi du poste,
- le document récapitulatif l'ensemble des instructions de service opposables aux agents,
- les certificats de travail délivrés par les précédents employeurs publics de l'agent.

ARTICLE 8^{ème} - AUTRES DISPOSITIONS

D'une manière générale, l'agent se verra appliquer les dispositions du Code général de la fonction publique en tant qu'elles concernent les agents contractuels ainsi que celles du décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale.

ARTICLE 9^{ème} – COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE ET VOIES DE RECOURS

Les litiges résultant de l'application du présent contrat relèvent de la compétence de la juridiction administrative et peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de PAU – CS 50543 – 64010 PAU Cedex dans le délai de 2 mois à compter de la notification à l'intéressé(e). La requête peut être déposée sur le site www.telerecours.fr.

Fait à, le

Faire précéder la signature des parties par la mention manuscrite "Lu et Approuvé"

M./Mme

Le (Maire ou Président),

(Prénom, nom lisibles / Cachet et signature)

Le rapport entendu,

LE COMITE EST INVITE A :

- **EMETTRE** un avis favorable aux propositions du président concernant la réorganisation du service ALSH

Envoyé en préfecture le 31/07/2024

Reçu en préfecture le 31/07/2024

Publié le



ID : 064-246400337-20240718-D2024_0116-DE